



PROJET ERASMUS+ : regards croisés sur l'inclusion en Europe

Dans le cadre du dernier projet Erasmus+ porté par le SeGEC, un consortium composé de plusieurs établissements, de centres PMS, ainsi que de conseillers pédagogiques du SeGEC et d'un formateur de l'IFEC, a participé pendant deux années scolaires à un projet consacré à la thématique de l'inclusion. Ces personnes ont effectué deux périodes de « *job shadowing* » (stage d'observation d'un homologue à l'étranger). Un premier en Italie en avril 2025 et un second à Prague en novembre 2025. Ces immersions ont permis d'observer, d'analyser et de comparer différentes pratiques éducatives inclusives.

Ces observations de terrain ont révélé deux modèles d'inclusion contrastés. Le modèle italien se caractérise par une inclusion dite intra-muros, dans lequel tous les élèves, y compris ceux porteurs de handicaps, sont scolarisés dans des classes ordinaires. L'enseignement spécialisé y est quasiment inexistant depuis les années 1970. Ce système repose sur un co-enseignement structuré : un enseignant principal travaille en collaboration avec plusieurs professeurs de soutien avec un temps important dédié à la concertation (jusqu'à 14 heures sur 32 heures de présence). Chaque élève bénéficie d'un plan éducatif individuel (PEI), construit à partir de ses potentialités et en intégrant des objectifs pédagogiques, sociaux et comportementaux. Cette approche holistique s'accompagne d'une forte culture de collaboration, tant entre enseignants qu'entre élèves.

À l'inverse, le modèle observé à Prague apparaît plus externalisé et dépendant du contexte politique local. L'accompagnement des élèves repose en grande partie sur des structures ou des intervenants périphériques, comme les socio-pédagogues (une fonction relativement récente située à la croisée des métiers éducatifs, sociaux et paramédicaux). Si certaines pratiques se révèlent innovantes — notamment l'attention portée au bien-être des élèves, la présence de psychologues dans les écoles ou encore des outils pédagogiques spécialisés, le système reste marqué par un certain cloisonnement. L'exemple des

élèves ukrainiens, maintenus pendant plusieurs années dans des classes séparées et soumis à des tests linguistiques exigeants pour intégrer les classes ordinaires, illustre les limites de cette approche en matière d'inclusion.

Ce projet a également permis d'identifier des pratiques inspirantes et a mis en évidence plusieurs contrastes majeurs : une approche universelle contre une approche ciblée,

une organisation collaborative face à un fonctionnement plus segmenté. À souligner que l'inclusion scolaire dépend fortement des contextes nationaux, des moyens alloués et des choix politiques. En effet, des disparités persistent encore dans la prise en charge des publics les plus fragilisés, notamment en ce qui concerne les handicaps lourds ou l'accueil des élèves réfugiés. Ces enjeux constituent des défis majeurs pour les systèmes éducatifs européens. Au-delà de ces différences, certains constats communs émergent. L'importance du bien-être et de la santé mentale des élèves apparaît centrale dans les deux contextes. En conclusion, ce projet Erasmus+ a permis de

nourrir une réflexion approfondie sur l'inclusion scolaire, en confrontant des modèles différents mais complémentaires. Il met en évidence que l'inclusion ne se décrète pas : elle se construit, au quotidien, à travers des choix pédagogiques, organisationnels et humains, au service de la réussite de tous les élèves.

